

# La laïcité, la République et l'école

par Laurent Lafforgue

Je remercie le “Comité Laïcité République” de m'avoir invité. Cela m'incite à réfléchir et à m'exprimer sur un sujet difficile : la laïcité, la République et l'école.

Que je dise tout de suite que je ne suis laïque que très partiellement. Dans la tradition républicaine, j'identifie cinq sens différents donnés au mot “laïcité”, et je n'adhère qu'à deux d'entre eux.

Le premier sens est celui d'une hostilité à toute religion, plus particulièrement au christianisme, et plus spécialement encore au catholicisme. En décembre dernier, des amis qui habitent près de la place de la République entendaient des manifestants, qui commémoraient la loi de séparation de 1905, défiler sous leurs fenêtres en criant : “Mort à l'Église !” Je tiens d'autant plus à affirmer publiquement ma reconnaissance, ma fidélité et mon amour filial envers l'Église catholique, qui ne m'a jamais fait que du bien ; si certains veulent tuer l'Église en France, ils devront me tuer avec.

Le second sens est celui de l'injonction faite aux religions, et encore une fois tout particulièrement au catholicisme, de rester confinées à l'espace privé. Il m'est autant insupportable que le précédent dans la mesure, où sous prétexte de pacification de la société et de mise à distance – d'ailleurs légitime – du politique et du religieux, il tend à étrangler lentement ce dernier en exigeant de lui ce qui est contraire à sa nature. Il est lourd de menaces aussi, puisque, sous la Révolution comme en Union soviétique dans les années 20 et 30, des centaines de milliers de religieux et de croyants ont été emprisonnés ou tués, jamais officiellement comme croyants, mais toujours pour avoir manifesté dans l'espace social leur foi. Devant cette menace latente, je tombe d'accord avec “Le Canard Enchaîné” que la liberté d'expression ne s'use que lorsque l'on ne s'en sert pas, et je refuse de mettre ma foi chrétienne sous le boisseau.

Le troisième sens est celui de la neutralité de l'État en matière religieuse. Je pense qu'une telle neutralité est impossible, car la religion pose la question de la vérité, et ne pas vouloir choisir face à cette question est encore choisir. La prétendue neutralité de nos gouvernants me paraît d'ailleurs liée au relativisme, au scepticisme et au nouveau nihilisme qui ont gagné nos sociétés, et qui figurent parmi les principales causes philosophiques de la destruction de l'école. Quand l'esprit critique est supplanté par le sentiment, de nature radicalement différente, qu'il n'existe pas de vérité, l'école perd son sens – qui réside dans le souci de la vérité – et elle se délite.

Le quatrième sens de la laïcité, auquel j'adhère entièrement, consiste dans le respect absolu de la liberté des consciences : liberté de mécréance ou de foi, – de pratique de la religion que reconnaît la conscience de chacun ou d'absence de pratique, – de pensée, et d'expression.

Le cinquième sens, auquel j'adhère aussi de tout coeur et qui est cause de ma présence aujourd'hui parmi vous, est l'institution d'une école publique qui introduise à la langue des livres, à la culture et aux sciences, en restant dans un registre strictement intellectuel qui n'engage pas l'âme, que les hommes de toutes convictions peuvent donc accepter, reconnaître et aimer. L'école du savoir ne demande ni ne donne de communion, mais elle crée un monde commun où tous peuvent se rencontrer et

apporter leur contribution, tout en gardant l'âme à une certaine distance. Je lui suis profondément reconnaissant de ce monde qu'elle m'a ouvert comme à tant d'autres, et aussi d'avoir permis que trouvent leur place dans notre pays et dans notre culture des personnes de toutes origines, dont beaucoup n'auraient pas accepté la communion de l'Église. Elle l'a permis, mais elle ne le permet presque plus, car cette école du savoir a largement disparu. On lui en a substitué une autre, à laquelle on croit bon de "fixer comme mission première de faire partager les valeurs de la République", comme dit une loi récente. Ce n'est plus la laïcité au sens auquel j'adhérais, et il suffit d'ouvrir les yeux pour voir si l'école de l'ignorance fait partager quoi que ce soit.

Beaucoup parmi vous, et moi aussi, vouons rétrospectivement une grande vénération à l'école républicaine telle qu'elle a perduré jusqu'aux années 60 ; et nous rêvons de refonder une école non pas identique à ce qu'elle fut sous la IIIe et la IVe Républiques, mais qui renoue avec ses principes fondateurs, avec la valeur incommensurable reconnue à l'instruction, à l'étude, à la culture et au savoir.

Or, dès cette époque, on rencontre sous la plume de ceux qui projetaient de réformer l'école républicaine, et même parfois de ses plus grands bâtisseurs, les germes des maux qui allaient la bouleverser de fond en comble à partir des années 60. On peut se demander pourquoi ces germes sont restés inoffensifs jusqu'aux années 30, et pourquoi ils se sont renforcés après la guerre puis ont triomphé. Bien que je ne sois pas historien, je voudrais risquer une explication.

On se souvient qu'après presque un siècle d'impuissance de chacune des deux France à l'emporter durablement sur l'autre, la IIIe République ne s'installa que de justesse, les élections de 1871 ayant envoyé à l'Assemblée une forte majorité royaliste. Il fallut passer un certain nombre de compromis que résume l'expression de "République conservatrice". A mon avis, l'école républicaine telle qu'elle fut fondée dans ces années représenta le plus important de ces compromis : elle combina l'idéal, issu des Lumières, d'émancipation par l'instruction, et l'héritage classique des contenus, des méthodes et de l'orientation vers le vrai, le beau et le juste. Autrement dit, je fais l'hypothèse que l'école de la IIIe République a brillé magnifiquement pour avoir réalisé un équilibre entre les deux héritages, également vivants à l'époque, qui se partageaient la France : celui de l'Ancien Régime et de la fondation chrétienne et classique de la culture et de la civilisation françaises, et celui du mouvement émancipateur moderne manifesté dans la Révolution. Autant la politique en France est républicaine par essence puisqu'elle date de 1789, autant la culture et les sciences ne le sont pas puisqu'elles ont fleuri bien plus tôt. C'est pourquoi par exemple la plupart des grands écrivains du XIXe siècle et de la première moitié du XXe se sentirent étrangers à la modernité démocratique, et laissèrent une oeuvre nostalgique ou inquiète quant à l'avenir ; et même ceux qui se rangèrent sous le drapeau du progrès le firent sur la base d'une éducation classique, et en se situant par rapport à elle.

Ainsi, je pense que la culture française, pour être transmise et rester féconde, n'a pas pu et ne pourra jamais reposer sur le seul progressisme, qu'au contraire elle a un besoin vital d'entretenir un lien avec ses racines qui plongent dans l'ancienne France chrétienne et monarchique. Il en va fort différemment en politique, et on ne peut qu'être frappé par le caractère dérisoire ou odieux, et ridicule quand il ne fut pas criminel, des tentatives qui furent faites de réinvestir la politique en se réclamant des principes de l'ancienne France pour rejeter ceux de la nouvelle : cela va de la Restauration de 1814 et 1815 au régime de Vichy de honteuse et accablante mémoire, en passant par la férocité de la répression de la Commune, par "l'ordre moral" de la

présidence de Mac-Mahon, et par l'antisémitisme déchaîné en particulier contre Dreyfus. Ces épisodes ont été d'autant plus dommageables que, à côté des injustices et des crimes commis, ils ont peu à peu ruiné le crédit moral des héritiers de la vieille France sur lesquels reposaient la culture et la civilisation françaises.

Mais, quelles que soient les responsabilités des uns et des autres, je déplore les lois laïques qui dressèrent l'école républicaine contre la source chrétienne et proscrivirent pour un temps l'enseignement des Congrégations, en l'espèce un pur déni de liberté que les abus de l'autre bord ne pouvaient justifier. D'un côté, cela conduisit la France catholique à cultiver un anti-rationalisme contraire à sa propre tradition. L'école républicaine elle-même en subit le contre-coup un demi-siècle plus tard quand des idéologues venus de milieux chrétiens jouèrent un rôle non négligeable dans le renversement des principes sur lesquels elle était assise, – je le dis avec douleur. Tout sécularisés qu'ils étaient, ils restaient sans doute imprégnés de refrains, hostiles à la raison et aux savoirs, entendus dans leur enfance. Je vois dans ces refrains une trace de la radicalisation des affrontements au tournant du siècle.

De l'autre côté, cette rupture contribua à figer l'école républicaine dans le seul caractère que je serais enclin à lui reprocher, à savoir son positivisme. Lui aussi a laissé des marques durables et renforcé une sorte d'enfermement volontaire de l'esprit français, dont les conséquences se font sentir jusqu'en sciences et dans le domaine économique. Je pense en effet que lui sont reliés le manque d'intérêt des dirigeants français pour la recherche, c'est-à-dire leur scepticisme devant la richesse infinie que le monde intellectuel offre à l'exploration, – leur mépris pour les universités nées de l'Église médiévale, et leur prédilection pour l'enseignement, clos sur lui-même et rassurant, des grandes écoles héritées des Lumières.

Mais tout cela n'est rien en comparaison du dommage causé par le régime de Vichy. Loin s'en faut qu'il ait rassemblé les héritiers de la vieille France, et loin s'en faut que la Résistance ait coïncidé avec le camp progressiste – elle fut fondée et baptisée par un homme de l'ancienne France, et les chrétiens apportèrent sans doute la principale contribution au sauvetage des trois quarts des juifs de notre pays – mais il reste que ce régime prétendit incarner la tradition française et que, au moins en ses débuts, de nombreux évêques lui manifestèrent leur soutien. Après la Libération, l'équilibre sur lequel avait vécu l'école était rompu, et elle fut entraînée de plus en plus loin et de plus en plus vite dans une direction purement progressiste : la révolution de ses structures, pronée par le plan Langevin-Wallon, fut mise en oeuvre par la Ve République naissante, et celle de ses buts et de ses méthodes vint deux décennies plus tard, avec le large concours des “chrétiens de gauche” pressés de tourner la page d'une tradition qui pouvait paraître irrémédiablement salie.

Telle est mon interprétation du processus historique qui nous a amenés dans la situation où nous sommes. Quoi qu'il en soit, cette situation est si grave que se retrouvent dans l'inquiétude pour l'école et la volonté farouche de la sauver et de la redresser des représentants des deux grands héritages spirituels de la France, de la tradition chrétienne fondée sur la foi, et de l'humanisme de Condorcet, – et qui, les uns comme les autres, n'ont renoncé ni à la question de la vérité, ni à la liberté, ni à l'homme, ni à la France peut-être. Cela ne signifie pas qu'il faudrait souhaiter que nos divergences s'estompent dans la fraternité de ce combat, en tout cas jamais au prix du souci de la vérité.

L'idéal d'émancipation de tous par l'instruction exige une école républicaine de

très grande qualité intellectuelle et qui ne suppose aucune adhésion des âmes, donc doublement laïque : à distance du politique comme du religieux.

Mais je pense aussi que la survie de la culture française demande, à côté de l'école laïque, une école chrétienne qui assume l'héritage de l'ancienne France.

Je vous remercie de tout coeur de la grande ouverture d'esprit dont vous avez fait preuve en m'invitant à votre colloque, et en m'écoutant.